

Les malades, victimes collatérales de la guerre en Syrie **P. 8**

la Croix

www.la-croix.com

Egalité, la longue marche

Trente ans après la « Marche des beurs », le P. Christian Delorme estime que la classe moyenne issue de l'immigration reste « en déficit de reconnaissance »

P. 2-3

Aux Minguettes, à Vénissieux, en 2009. Le P. Christian Delorme et Jean Costil (en gris et en blanc), initiateurs de la « Marche des beurs » en 1983, et Djamel Atallah (chemise à carreaux), « marcheur » sont entourés d'autres militants contre le racisme.

RELIGION

Les évêques proclament l'état d'urgence en faveur de l'Europe

P. 16

CENTENAIRE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Cahier central
Forum&débats
Nouvelle histoire de la Grande Guerre

François Hollande vante l'esprit de « commémoration »

P. 6

« Parade fauve », la chanson en habit de combat

P. 18

ÉDITORIAL

par Dominique Quinio

L'avortement banalisé

Un rapport fait 40 recommandations pour rendre l'IVG plus accessible

P. 4-5

« Un événement assez courant », qui « n'est pas un problème » mais une « solution » : en quelques mots, la philosophie du rapport sur l'avortement, présenté jeudi par le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, est plantée. L'interruption volontaire de grossesse est un acte banal, un droit qu'il faut rendre plus accessible encore. Quarante propositions ont donc été rédigées. Selon ces recommandations, dont plusieurs portent sur l'organisation des centres d'IVG, disparaîtrait du code de santé publique la notion de « détresse » pour avoir recours à l'IVG, serait aboli le délai de sept jours nécessaires à la réflexion ; il est également suggéré de mettre fin à l'objection de conscience pour le personnel médical ne souhaitant pas pratiquer des avortements. Curieusement, il est également recommandé que l'IVG ne soit pas consignée sur les documents de remboursement de l'assurance-maladie, dans un souci de « confidentialité ». Si l'acte est si « courant », pourquoi donc vouloir le dissimuler ? Ce que le gouvernement fera de ces recommandations, il serait prématuré de le prédire. Tiendra-t-il à prendre à nouveau de front les convictions d'un certain nombre de citoyens pour qui l'avortement concerne bien évidemment les femmes, mais également un enfant à naître ?

Dans nos sociétés se développe une logique qui privilégie le droit absolu des individus à décider pour eux-mêmes, de leur corps, de leur vie, de leur mort. Mais, en l'occurrence, un tiers est en jeu, un embryon qui, selon les circonstances, au même stade de développement, peut être supprimé ou apparaître comme infiniment précieux pour la femme qui le porte et le désire. Certes, beaucoup de nos contemporains ne partagent pas la conviction que ce tiers doit être protégé parce qu'il est une vie en devenir et mettent en priorité le droit des femmes à interrompre une grossesse non désirée, mais même parmi ceux-là, beaucoup jugent que l'avortement n'est pas un acte banal, sans conséquences sanitaires ou psychologiques. Et qu'il serait plus utile et plus humanisant d'éduquer les hommes et les femmes à une sexualité responsable. Et là, il y a véritable urgence.